

ETUDE DES DISTORSIONS REGIONALES EN CÔTE D'IVOIRE :

METHODES ET TECHNIQUES DE MESURE

Jean-Louis LIERDEMAN

Le travail entrepris par l'équipe des économistes avait un double objectif :

- contribuer à élaborer une politique de réduction des distorsions entre régions, volonté affirmée du gouvernement ivoirien, et donc mesurer ces distances et leur évolution,
- compléter les contrôles habituels de cohérence entre les projets et les financements, par des mesures de cohérences spatiale entre projets et potentiabilités de développement.

Les données officielles étaient établies par département et par subdivisions administratives, ou par zones d'enquête, à partir de là, il aurait fallu élaborer des indicateurs au niveau de régions d'intervention, c'est en fin de compte le département qui a dû être retenu.

I - Les données de départ

Les données démographiques au départ étaient très éparses. Il fallait donc, dans un premier temps, aboutir à une information suffisante au niveau des départements. Finalement, nos données par département étaient les suivantes :

- population rurale/urbaine
- population active/non active (rurale/urbaine)
- population scolarisable/non scolarisable (rurale/urbaine).

Les objectifs sectoriels du Plan comprenaient 27 branches

Secteur primaire	{	1 agriculture traditionnelle
		2 agriculture d'exploitation
		3 forêts
		4 mines
Industries	{	5
		à
		22 Bâtiment et Travaux Publics
Services	{	23
		à
		27

Pour l'agriculture, il était nécessaire d'avoir les tonnages, région par région, pour 1965 et pour 1970/75, de la production dans un cas, de la perspective de production dans l'autre, de chaque produit, et de faire correspondre à ces tonnages des valeurs. Les incertitudes les plus lourdes portaient sur les branches 3 et 4, forêts et mines.

Il fallait d'autre part évaluer l'autoconsommation des branches 1 et 2 pour obtenir un agrégat particulièrement intéressant : la production agricole commercialisée.

Pour le secteur secondaire on disposait d'informations suffisantes, sauf pour 22 (Travaux Publics) ; en regroupant cette dernière avec le secteur tertiaire (23 à 27), on pouvait considérer l'ensemble comme secteur entraîné ; partant d'un travail d'analyse rétrospective, une fonction de croissance de ce secteur entraîné permettait d'en dégager les perspectives.

II - Les indicateurs de distorsion

A partir de ces données, il était possible de calculer des indicateurs de distorsion :

- Production agricole par région rapportée à la population rurale
- Production industrielle par région (en extrayant les industries d'Abidjan) rapportée à la population urbaine.
- Production totale par région rapportée à la population totale.

D'après l'estimation par région de l'évolution des productions des secteurs primaires et secondaires, et en calculant :

- la production agricole rapportée aux actifs ruraux
 - la production industrielle rapportée aux actifs urbains,
- deux séries d'indices ont été obtenues en prenant la base 100

- a) pour la région du sud
- b) pour l'ensemble des régions en 1965.

Ceci permettait de comparer l'évolution des distorsions.

III - Le problème de la main d'oeuvre agricole

Pour chaque production ont été calculés les temps de travaux nécessaires. Ces résultats ont été confrontés à une évaluation de la force de travail disponible.

Ainsi sont apparus des déficits dans la région du nord.

Cette recherche a été affinée au niveau des sous-préfectures, par la comparaison des rythmes d'accroissement de certaines productions (coton). Des plafonnements localisés apparaissent, que l'on peut considérer, par extrapolation, comme représentatifs d'un niveau de plafonnement pour une zone de culture homogène. Cette méthode permet également de repérer les goulots d'étranglement au niveau du travail (toutes techniques égales par ailleurs).

IV - Le problème des disponibilités en terre

Dans chaque région ont été estimées les superficies cultivées (en ventilant cultures modernes/cultures traditionnelles), compte tenu des jachères.

Le coefficient d'occupation du sol ainsi trouvé varie suivant les régions :

- de 40 à 66 % en 1965,
- de 120 à 160 % en 1980.

Ceci pose le problème de la fixation des cultures, vital dans certaines régions.

V - Les revenus agricoles

Une analyse plus fine des revenus agricoles a été effectuée sur la base d'un découpage en sous-régions homogènes, mis au point par TROUCHAUD.

Dans ce cadre ont été calculés :

- le revenu agricole global
- le revenu agricole monétaire,

et des distorsions allant de 1 à 5 sont apparues.

VI - Les investissements publics

Les investissements pour le développement agricole ont été analysés par région, en distinguant les investissements d'intérêt régional ou local et ceux d'intérêt national. De même les investissements d'infrastructure économique (en extrayant également ce qui est national) ont été distingués par région (infrastructure culturelle, sanitaire, sociale, administrative).

L'importance de ces investissements selon les régions a pu être relativisée en fonction des données démographiques : selon le type, le montant des investissements était rapporté à la population totale, aux ruraux, aux scolarisables etc...

Des distorsions considérables ont ainsi été mises en évidence.

Note 1 : Une synthèse des travaux auxquels il est fait ici référence a été présentée sous le titre "Planification de la croissance et organisation de l'espace en Côte d'Ivoire - J.L. LIERDEMAN, ORSTOM, Centre de Petit Bassam, vol. V, n°2, 1972, 126 p. multigraph.

Note 2 : D'autres travaux effectués par les économistes ne tendaient pas à proprement parler à mesurer les distorsions régionales, mais les indicateurs économiques régionaux élaborés peuvent être réexaminés sous cet angle. On se rapportera plus particulièrement à "l'analyse économique spatiale ; méthodes et indicateurs", Section Economie, Centre de Petit Bassam, vol. IV, n°3, 1971, 39 p. multigraph., pp. 23 à 38. - Les indicateurs de polarisation ; les indicateurs de niveau de vie. J.M. CHEVASSU avait abordé ces divers points lors d'un exposé en septembre 1971.

x x

x

La discussion porte ensuite essentiellement sur le problème des relations entre investissement et développement au niveau régional.

SAUTIER : Comment mettez-vous en relation au niveau régional les indicateurs de croissance et les indicateurs d'investissement ?

LIERDEMAN : Il n'y a précisément pas de relation directe au niveau régional entre les investissements localisés et la croissance constatée. Dans un pays de faible dimension économique et peu structuré, la région est un cadre de mesure comparative et non un cadre de diffusion et d'amplification des effets des investissements ; l'analyse de la relation entre investissements et développement ne peut être menée qu'au niveau national (et encore ?).

PELISSIER : Le développement national n'est-il pas une heureuse harmonie entre les développements régionaux ?

Lierdeman Jean-Louis (1972)

Etude des distorsions régionales en Côte d'Ivoire : méthodes
et techniques de mesure

In : Réunion annuelle des géographes. Paris : ORSTOM, 21-25

Réunion Annuelle des Géographes, Paris (FR), 1972/09/26-27